

La mise en place d'un groupe de travail dédié à la recherche

I. Contexte général

La lutte contre la fraude fiscale nécessite que les services dédiés à la recherche disposent de méthodes de travail et de compétences renforcées. Cela doit leur permettre de gagner en efficacité et réactivité face à des montages frauduleux toujours plus complexes.

Ces dernières années, l'exercice du métier d'enquêteur a beaucoup évolué : modernisation du droit de communication (création du droit de communication non nominatif), ouverture des accès croisés aux applications informatiques, mise en place de la Task force TVA, développement de la fraude à l'international et sur internet, pilotage des BCR par les DIRCOFI.

Toutefois, outre le besoin d'accompagner ces évolutions, il reste des problématiques que nos procédures et méthodes de travail actuelles ne permettent pas de prendre en compte de manière optimale. On peut citer par exemple l'anticipation des difficultés de recouvrement ; la valorisation des informations provenant des EAI et des DCNN ; ou encore le travail de recherche en environnement informatisé. Parallèlement, les BCR restent fortement mobilisées sur des missions « périphériques » à la programmation, telles que les réponses à réquisitions, sur l'utilité desquelles on peut s'interroger.

II. La constitution d'un groupe de travail dédié à la recherche

Dans ce contexte, la mise en place d'un GT qui aura pour objet de conduire une réflexion globale sur les métiers et procédures des services de recherche d'une part, et sur les aspects RH d'autre part, apparaît opportune.

Sa réflexion l'amènera notamment à s'interroger sur :

- 1- les missions et les procédures existantes, et les évolutions à y apporter (droit d'enquête, flagrance fiscale, droit de communication, lutte contre les activités occultes et domiciliations, réquisitions...) ;
- 2- les mesures (recrutement, formation, outils informatiques...) susceptibles de renforcer la professionnalisation des équipes.

Le cas échéant, la réflexion du groupe de travail pourra se poursuivre sur l'organisation du pilotage de la mission.

Ce GT doit s'appuyer sur les compétences du réseau. Ses participants représenteront la variété des structures de recherche. Il sera composé de référents fraudes, de chefs de BCR, d'enquêteurs et de représentants de la DNEF.